

# Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA

## Poursuivre l'action pour gagner sur nos revendications !

Après les mobilisations des personnels de la Poste, d'EDF et de la SNCF, les 18 et 19 janvier, la journée d'action du 20 janvier des fonctionnaires est constitutive d'un nouveau temps fort de la mobilisation des salariés pour imposer d'autres choix dans le pays.

Il apparaît que sur l'ensemble du territoire, les taux de grévistes et les manifestations ont atteint des niveaux considérables.

Avec 45 % de grévistes au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, la mobilisation s'est avérée particulièrement forte et des taux significatifs de grève ont été enregistrés dans l'ensemble des administrations. Les personnels du MINEFI ont aussi participé de façon massive aux manifestations.

Les personnels ont clairement exprimé leurs revendications :

- Le rattrapage du pouvoir d'achat, l'augmentation de la valeur du point d'indice et du minimum Fonction Publique.
- Le maintien des garanties statutaires.
- Une véritable politique de services publics répondant aux besoins.
- L'arrêt des suppressions d'effectifs et la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et requalifications des emplois.
- La défense et le maintien des missions et des réseaux.
- La reconnaissance des qualifications des agents avec la mise en œuvre de véritables plans pluriannuels de promotions.
- Le respect des droits et garanties des personnels.

Les ministres doivent non seulement entendre mais surtout répondre aux revendications exprimées par les personnels. C'est pourquoi les fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA :

- Exigent des ministres l'ouverture rapide de négociations sur ces dernières.
- Appellent les personnels à se réunir, dans l'unité, en assemblées générales pour débattre des suites à donner à l'action, y compris sous la forme d'une nouvelle journée nationale d'action au MINEFI.

Dès à présent, les fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA appellent les personnels à s'inscrire dans l'action unitaire et dans les manifestations interprofessionnelles du samedi 5 février prochain.

Ce sera l'occasion, en convergence avec l'ensemble des salariés du secteur public comme du privé, de poursuivre l'action pour imposer d'autres choix.

Les fédérations syndicales restent attentives aux perspectives d'actions au niveau Fonction Publique et interprofessionnel, elles se rencontreront à nouveau le 4 février 2005.

Paris, le 24 janvier 2005.